

Le gouvernement libéral place les partis de l'opposition et la population devant un dilemme cornélien;

LA TRANSPARENCE DANS LE SCANDALE *WE CHARITY* OU UN DÉCLENCHEMENT D'ÉLECTIONS?

OTTAWA, le 20 octobre 2020 – Le député fédéral de Montarville, M. Stéphane Bergeron, a profité d'un débat tenu à la Chambre des communes, le 20 octobre dernier, au sujet de la façon de faire toute la lumière sur le scandale *We Charity*, pour s'interroger sur les motifs soutenant la menace du gouvernement Trudeau à l'effet de déclencher des élections si les partis d'opposition devaient décider d'aller de l'avant.

Dès que le gouvernement Trudeau a annoncé, en juin dernier, que l'organisme *We Charity* serait chargé de la gestion d'un programme de 900 millions de dollars, nombre de personnes ont crié au conflit d'intérêts. Et pour cause, puisqu'on a révélé que, non seulement cet organisme avait versé de généreux émoluments totalisant quelques centaines de milliers de dollars à la mère de Justin Trudeau, à son frère, à sa conjointe, ainsi qu'à l'une des filles de l'ex-ministre des Finances, Bill Morneau et à ce dernier, mais que ce même organisme devait bénéficier de quelques dizaines de millions de dollars pour gérer ce programme, alors même qu'il était dans l'incapacité d'offrir ses services au Québec et ailleurs au Canada en français, ce qui avait même amené les fonctionnaires à mettre le gouvernement en garde contre ce projet.

«Monsieur le Président, comme nous le savons, l'organisme *WE Charity* n'avait pas vraiment de pendant francophone ou de nom français. Je vais donc faire une traduction littérale du nom de *WE Charity*; ça signifie "nous, charité". Cela me rappelle une expression française qui dit: "charité bien ordonnée commence par soi-même" et, dans ce cas-là, je dois dire que cela s'applique tout à fait, tant à l'organisme qu'au gouvernement libéral», a déclaré M. Bergeron.

Pour tenter de s'esquiver, Justin Trudeau, cet été, a prorogé le Parlement, qu'il avait déjà mis sur la touche depuis des mois, même s'il dirige un gouvernement minoritaire et que les dépenses publiques atteignent des sommets historiques. Ce faisant, il a suspendu les travaux de pas moins de quatre comités parlementaires qui se penchaient sur le scandale *WE Charity*. Il ne faisait cependant aucun doute que, tôt ou tard, il devrait expliquer pourquoi, si ce n'est pas pour avantager des proches, il a délibérément contrevenu aux recommandations claires des fonctionnaires en choisissant *WE Charity*, et ce, en dépit des signaux d'alarme que ceux-ci avaient allumés. Il était déjà insolite de mettre sur pied un programme destiné à rémunérer des bénévoles (en fait, une seule catégorie de bénévoles, les jeunes!); il était étonnant de voir l'ampleur des sommes allouées à cet effet, dans un champ de compétence du Québec et des provinces; il était troublant de voir ce programme être octroyé, sans appel d'offre, à un organisme qu'on savait proche du clan Trudeau, moyennant des frais de gestion de l'ordre de plusieurs millions de dollars. Et plus on en apprend (notamment sur cette affaire de subvention versée à l'entreprise pour laquelle travaille le conjoint de la directrice de cabinet du premier ministre), plus cela requiert des éclaircissements. Or, le gouvernement libéral menace cette fois de dissoudre le Parlement pour éviter de devoir rendre des comptes...

«Le gouvernement nous dit que nous sommes en pleine pandémie et qu'il n'est donc pas temps de discuter de corruption. Lorsque le gouvernement dépense des milliards de dollars, n'est-il pas temps, justement, de se pencher sur cette question et de ne pas menacer le Parlement de déclencher des élections parce qu'on réclame simplement de la transparence de la part du gouvernement?», de conclure Stéphane Bergeron, toujours en attente d'une réponse...

- 30 -

Source: Pascale Guilbault, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron

@ pascale.guilbault.349@parl.gc.ca

☎ 450 922-BLOC (2562)